

# **LE CHANGEMENT : C'EST PAS POUR LES CAMPS !**

## **APPEL À SOLIDARITÉ ET À RÉSISTANCE**

### **Rappel des faits :**

**Jedi 31 mai**, à 8h le matin, la préfecture de Toulouse expulse deux campements situés sur l'île du ramier. Après avoir détruit les habitations et mis dans les bennes la nourriture et les papiers des personnes, la préfecture tente de récidiver sur le campement de la poudrerie. Bloquée par des militant-e-s et des habitant-e-s, leur tentative échoue.

Le lendemain matin, **vendredi 1 juin**, la police revient encore mais des militant-e-s et des habitant-e-s s'interposent de nouveau et parviennent à empêcher la destruction de ce même camp et d'un autre. Chacun-e avec ses méthodes : barricade, interposition physique et occupation des engins de destruction, appels aux médias et aux élu-e-s.

**Ce même jour**, après discussion avec les habitant-e-s, la décision est prise de construire une cabane de résistance à l'entrée du camp et d'investir le lieu pour créer un mouvement de résistance concrète et apporter le soutien matériel nécessaire.

Le **mercredi 6 juin**, la préfecture a continué sa besogne en détruisant à nouveau un camp, en prenant cette fois le soin de boucler le périmètre avec des CRS. Ils empêchent (évidemment) les militants de franchir leurs barrages et, par la même occasion, les médias de couvrir l'événement et une cinquantaine de salariés d'accéder à leur lieu de travail. Le commissaire divisionnaire Syndic, présent sur les lieux pour coordonner l'opération déclare alors : « ce n'est pas une expulsion, mais une opération de nettoyage pour le développement durable » (sic). Il s'agit probablement d'une référence au projet municipal d'aménagement des berges prévu en 2013 dont la Dépêche s'est récemment fait l'écho.

**Aujourd'hui**, le camp de la poudrerie est toujours là mais menacé d'expulsion. Environ 100 personnes vivent sur place dont de nombreux enfants. Ils ont, pour la plupart, été chassés d'Europe de l'Est. Certains sont Roms, d'autres non. Leur seule demande est de ne pas être sous la menace permanente de l'expulsion. Des collectifs aux visions politiques très différentes participent à la lutte (associatifs, humanitaires, radicaux, clowns-activistes, syndicalistes, squatteurs-euses,...). C'est cette complémentarité qui nous rend efficace.

### **Revendications :**

- Aujourd'hui, les habitant-e-s vivent là, et en l'attente d'une solution plus appropriée, nous exigeons que leurs conditions matérielles soient améliorées : collecte des ordures et mise à disposition de bacs, accès à l'eau potable.
- Nous refusons toute expulsion et toute destruction d'habitation.
- Nous exigeons une solution plus adaptée que le bord de la Garonne (terrains, appartements...) en fonction des besoins de chaque famille.

### **Nous lançons aujourd'hui un appel à venir sur les lieux pour :**

- Le matin, prévenir et le cas échéant, empêcher l'attaque de la police, par les moyens que chacun-e jugera appropriés.
- Rencontrer les habitant-e-s et tisser des liens de solidarité.
- Organiser avec les habitant-e-s des activités de tout type (construction, cuisine, jeux avec les enfants, apprentissage du français, jardinage, échange de savoir, etc.).
- Participer aux actions pour faire aboutir les revendications.

*Premier signataire : Le FROG. (Front de Résistance à l'Oppression Gentrificatrice)*